

les avantages comparatifs. Cette démarche conduira à une action stratégique coordonnée, à une approche plus intégrée qui se traduira en une réalité opérationnelle. Cette question est prioritaire dans les travaux de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social. Le Canada peut jouer aussi un rôle essentiel dans ce domaine en sa qualité de principal intervenant dans le développement international qui n'a jamais imposé sa domination politique comme une grande puissance. Nous sommes presque les seuls à pouvoir promouvoir un mode d'action progressiste, étant donné que les acteurs européens ayant la même optique (comme la Suède, la Norvège, les Pays-Bas et l'Irlande) sont de plus en plus tenus de suivre les politiques communes de l'UE. On a ajouté aussi qu'il existe éventuellement des possibilités de collaboration avec les partenaires européens qui ont la même optique.

Enfin, l'interaction des acteurs étrangers (donateurs) et des acteurs internes (belligérants) n'est pas *équilibrée*. Les solutions ne peuvent pas être imposées de l'extérieur, mais doivent plutôt être issues de la coopération entre les acteurs locaux du conflit et leur société. Pourtant, l'aide extérieure est encore sélective et politisée et ne s'appuie pas sur les ressources et la dynamique locales. Il est donc nécessaire de tenir compte des acteurs locaux et de leur interaction dynamique. La reconstruction est à 80 % l'oeuvre des populations locales, sur le terrain, et est fondée sur des initiatives régionales. Les solutions techniquement parfaites conçues par des étrangers ne serviront qu'à ralentir les progrès réalisés sur place.

#### **SÉANCE IV : METTRE EN OEUVRE LA RECONSTRUCTION**

Les difficultés et les défis que présente la nécessité de combler l'écart entre l'analyse de la situation et les actions stratégiques opportunes ont été mis en évidence une fois de plus dans le cas récent du Rwanda, qui est un exemple manifeste d'erreur de stratégie de la part de la communauté internationale. Celle-ci a laissé passer l'occasion qui s'offrait à elle après la signature des Accords d'Arusha et avant que l'avion du président Habyarimana ne soit abattu (entre le 4 août 1993 et le 5 avril 1994), à cause de ressources insuffisantes conjuguées à une inaction internationale. Le manque de coordination entre les organismes gouvernementaux, les gouvernements et l'ONU a été cité comme un problème caractéristique qui, à ce jour, n'a toujours pas été résolu.

Bien que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ait amorcé et négocié le processus de paix, elle s'est ensuite effacée pour laisser le champ libre à l'intervention